



Dossier de Presse



Les élus régionaux Front de Gauche mobilisés pour l'avenir du fret SNCF et des comités de ligne

Alors que le fret est en perte de vitesse, la politique de libéralisation menée par le gouvernement a fait la preuve de son inefficacité et n'a jamais permis regagner les parts de marché promises. Au lieu de cela, le transport par camions ne cesse d'augmenter.

L'État doit aujourd'hui investir beaucoup plus dans les transports ferroviaires comme il a su le faire pour sauver les banques ou relancer l'automobile.

La région doit être porteuse d'une politique du fret ambitieuse visant à l'équilibre des modes, en menant une double action à la fois incitative et sur les infrastructures.

Les investissements dans les infrastructures sont de la responsabilité de l'Etat, nous devons donc pousser le gouvernement à respecter ses engagements. Les opérations prévues dans les contrats de projets 2007/2013 doivent être effectivement réalisées dans les délais fixés.

De même, alors que le gouvernement avait été largement interpellé par les différentes organisations en présence lors du grenelle de l'environnement, aucun des engagements pris n'ont été respectés pour permettre au ferroutage de prendre le pas sur le tout camion.

Il est urgent de favoriser des constructions pour le ferroutage ce qui doit aller de pair avec le gel des programmes autoroutiers. Pour cela la Région pourrait par exemple travailler à la relocalisation de la création de matériel ferroviaire pour pouvoir assurer le ferroutage grâce à des alliances avec les industries.

Réduction des moyens alloués aux transports de marchandises, nouveau report de la taxe camion, volonté de mettre en circulation des 44 tonnes, asphyxie financière des collectivités territoriales en charge des transports, on est bien loin des ambitions affichées.

Ajouté à cela, le nouveau plan fret SNCF, qui vise à réduire les trafics, abandonner la desserte de plusieurs territoires et se séparer de moyens humains et matériels. Dans ces conditions, l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020 dans le secteur des transports ne pourrait être qu'un voeu pieu.

Le groupe des élus du Front de Gauche de la Région Rhône-Alpes partage l'inquiétude des citoyens, des associations, des organisations, des syndicats et de nombreux élus face à cette situation.

Répondant à l'appel de l'ANECR (Association Nationale des Elus Communistes et Républicains), et s'associant aux fédérations CGT et UNSA des cheminots, FGTE-CFDT, l'IUT-CGT, la FNAUT, le Réseau Action Climat, France Nature environnement, Agir Pour l'Environnement, WWF, Les Amis de la Terre, le Comité de Liaison Energies Renouvelables, nous réclamons ensemble :

- Le respect des objectifs de réduction de Gaz à Effet de Serre du secteur des transports, inscrits dans la loi Grenelle,
- Un moratoire immédiat sur la partie « wagon isolé » du plan Fret SNCF/Gouvernement,
- La transparence et un débat public objectif, notamment sur les conséquences en terme d'émissions de GES, la mise à disposition et l'approfondissement des études « carbone »,
- La préservation des installations ferroviaires en situation de réutilisation, afin d'être capable de disposer d'alternative à la route en réponse aux changements de comportement demandés aux chargeurs,

Les difficultés financières des collectivités en charge des transports dont le gouvernement est responsable par la suppression de la Taxe Professionnelle et la réduction des dotations, ne peuvent que freiner le développement des transports collectifs alors que tout appelle à les renforcer.

Rhône-Alpes, qui bénéficie d'un réseau ferroviaire dense, a vu son trafic fret international (entre France et Italie) passer d'un flux de 10 millions de tonnes en 1997, à 3 millions de tonnes à la fin 2009. Nous aurons donc une bataille à mener, notamment dans le cadre du projet Lyon-Turin, pour le développement du fret et de plateformes dont la localisation doit permettre une réduction drastique du recours à la route (Ambérieu, Portes-lès-valence)

Au-delà des mesures incitatives que doivent prendre nos Régions, l'Etat devrait, dans ses choix budgétaires, favoriser le report modal. Or le gouvernement prend le chemin inverse.

Le groupe des élus Front de Gauche Rhône-Alpes appelle à un véritable débat public associant les citoyens usagers des transports.

Les comités de ligne doivent devenir de véritables outils de décisions pour l'expression et la satisfaction des besoins des usagers.

Alors que se profile la mise en concurrence de la SNCF comme opérateur, la menace d'éventuelles fermetures de haltes voyageurs et que l'offre TER s'adapte de mieux en mieux aux exigences des voyageurs, on voit mal comment les comités de ligne pourraient ne pas être renforcés comme lieux privilégiés d'expression de la démocratie participative

Les comités de ligne ont été mis en place avec la volonté de développer une véritable démocratie participative sur Rhône-Alpes, et de promouvoir les moyens d'un dialogue participatif et de proximité avec les usagers, les élus locaux et les partenaires sociaux.

L'objectif était aussi de renforcer les liens existants entre tous les acteurs locaux de transports, afin de mieux coordonner les offres de transports publics sur les territoires et d'organiser la gestion des déplacements multimodaux.

Les 28 comités de ligne permettent d'être au plus près des réalités concrètes du territoire, des besoins et pour permettre une plus grande participation avec un travail efficace.

L'année 2010 sera une année importante avec la clause de revoyure de la convention TER avec la région Rhône-Alpes.

Les comités de ligne doivent être des points d'appui dans la bataille contre la libéralisation et pour des services publics des transports de qualité. Au-delà d'être de simples lieux de consultations, il est important qu'ils deviennent des lieux de décisions et d'autorité.

Outils fondamentaux dans l'aménagement du territoire, les prochains comités pourraient être consacrés à faire le point sur leur fonctionnement général. Ce retour sur expérience ne peut se faire qu'avec les usagers.

Nous ne pouvons tolérer un retour en arrière que représenterait un regroupement par secteurs. Notre expérience nous a prouvé que les comités d'étoiles étaient moins mobilisateurs et ne pouvaient se substituer aux comités de ligne répartis équitablement sur l'ensemble du territoire.

Ces regroupements ne visent en réalité qu'à réduire les comités de ligne, par mesures d'économies. Ils ne feront que tuer dans l'œuf la démocratie participative rattachée aux thématiques de transport.

Rappel : création et fonctionnement des comités de ligne

Des lieux d'écoute, d'échange et d'information

Les 28 comités ont été créés dans un souci de répondre aux attentes des voyageurs empruntant le réseau TER et d'améliorer la qualité du service offert par la SNCF.

Ils concernent l'ensemble des lignes TER desservant le territoire de Rhône-Alpes et sont constitués d'usagers du TER, d'élus locaux, de représentants d'instances décisionnelles, de personnel de la SNCF et d'autres acteurs du transport public en Rhône-Alpes.

Répartis sur toute la région Rhône-Alpes, ces groupes permettent aux usagers volontaires d'exprimer leurs demandes et d'échanger des informations sur le fonctionnement du réseau TER et sur l'état d'avancement des projets (desserte, tarifs, aménagement des gares...). Les demandes d'amélioration exprimées en comités de ligne sont ensuite confiées à la SNCF et à la Région.

Ainsi les comités de ligne ont été consultés en 2006 sur le projet d'horaires cadencés qui a débuté en décembre 2007 et concerner les horaires de 1 200 trains et 500 cars TER quotidiens.

La vague des comités de ligne de l'automne 2008 a suivi la réunion du **comité régional des partenaires qui s'est tenu le 16 octobre 2008** au siège de la Région.

Les différents thèmes abordés : qualité de service et fréquentation ; modifications de dessertes ; politique régionale de rabattement tous modes autour des gares (vélos, transports collectifs, voiture ...) ; point d'étape sur l'élaboration du schéma directeur régional d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Quelques chiffres :

Juillet 2004 création des comités de ligne

28 comités de ligne en Rhône-Alpes

12 comités d'étoile, regroupant 2 ou 3 comités de ligne

224 réunions tenues en 2007 sur le cadencement

3300 personnes réunies pour le cadencement en 2007